



**Summer
Seminar**
Children's rights

SummerSeminar 2026

Programme

15 juillet 2025

**Les droits de l'enfant au Luxembourg et dans le monde :
entre constats, défis et nouvelles perspectives**

16 juillet 2026

Protection de l'enfance

17 juillet 2026

Infantisme et violences éducatives ordinaires



www.summerseminar.lu

Trois jours pour réfléchir, apprendre et agir pour les droits de l'enfant

Les droits de l'enfant sont largement reconnus, mais sont-ils toujours pleinement respectés dans la réalité ? Malgré les progrès accomplis, de nombreux enfants et jeunes restent confrontés à des obstacles qui limitent l'exercice effectif de leurs droits : pauvreté, discriminations, violences, manque de participation aux décisions qui les concernent ou encore persistance de pratiques et de représentations qui minimisent leur place dans la société.

Le SummerSeminar 2026 propose de prendre le temps d'examiner ces questions avec lucidité et esprit critique. Pendant trois jours, chercheur·euse·s, professionnel·le·s, décideur·euse·s, étudiant·e·s, jeunes et citoyen·ne·s se réunissent pour analyser les défis actuels, confronter leurs expériences et réfléchir ensemble aux changements nécessaires pour faire progresser les droits de l'enfant au Luxembourg et au-delà.

Cette sixième édition propose un espace de réflexion collective où chacun·e est invité·e à partager son expérience, confronter ses points de vue et nourrir le dialogue. En mettant au centre les réalités vécues par les enfants et les jeunes, elle encourage une réflexion critique sur nos façons de concevoir, de protéger et de promouvoir leurs droits dans la société.

16 juillet – Les droits de l'enfant : où en sommes-nous ?

Alors que les droits de l'enfant sont aujourd'hui largement reconnus, leur mise en œuvre reste confrontée à de nombreux obstacles. Cette première demi-journée invite à porter un regard critique sur la situation des enfants et des jeunes au Luxembourg et dans le monde, à travers les questions de pauvreté, de discrimination, de participation et de respect de leur dignité. Elle abordera également les phénomènes d'infantisme et les violences éducatives ordinaires, encore souvent banalisées, afin d'explorer les conditions nécessaires à une société réellement fondée sur les droits de l'enfant.

17 juillet – Protection de l'enfance

Une journée thématique consacrée à la protection de l'enfance, articulée autour de réflexions théoriques, de pratiques professionnelles et de perspectives internationales visant à renforcer les systèmes de protection. Des approches innovantes développées au Royaume-Uni mettront notamment en lumière l'importance de l'environnement de vie des enfants et de la planification de leur sécurité. L'objectif est de nourrir la réflexion et de contribuer à l'évolution des pratiques et des dispositifs existants.

18 juillet – Repenser les relations entre adultes et enfants

Une journée thématique consacrée aux relations entre enfants et adultes, aux attitudes et postures éducatives, ainsi qu'aux systèmes de valeurs transmis d'une génération à l'autre et à leurs répercussions dans le quotidien des enfants et des jeunes. Seront abordées et creusées e.a. les notions d'infantisme/adultisme et de violences éducatives ordinaires, ainsi que les pistes permettant de remettre en question certains schémas relationnels et éducatifs hérités et de promouvoir des pratiques plus respectueuses des droits et de la dignité des enfants.

Le SummerSeminar est un espace de dialogue, de réflexion et d'apprentissage collectif où se rencontrent les voix du terrain, de la recherche, des institutions et de la société civile. Plus qu'un lieu d'expertise, il se veut un laboratoire d'idées pour construire une société qui reconnaît pleinement les enfants comme des sujets de droits.

Merci pour votre engagement !

15 juillet 2025

Les droits de l'enfant au Luxembourg et dans le monde : entre constats, défis et nouvelles perspectives

Modération: Flore Schank, OKAJU



Programme

14:00 - 14:30	Accueil des participants·es	
14:30 - 14:40	Mot de bienvenue	
14:40 - 15:10	Luttons ensemble contre la pauvreté des enfants : La mise en œuvre du plan d'action national relatif à la Garantie européenne pour l'enfance	<i>Claudia Monti</i> Chef de service, Service des droits de l'enfant, Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
15:10 - 15:40	Enjeux actuels en matière des droits de l'homme	<i>Noémie Sadler</i> Avocate pénaliste, Commission Consultative des Droits de l'Homme du Luxembourg
15:40 - 16:10	Parlons jeunesse, parlons des droits des enfants et jeunes LGBTIQ+ Recommandation sur les droits des jeunes personnes LGBTIQ+	<i>Okaju Young Advisors</i>
16:10 - 16:30	Pause-Café	
16:30 - 17:30	L'infantisme : Quand l'âge devient un préjugé ou une discrimination sociale	<i>Laelia Benoit</i> Pédopsychiatre et sociologue, chercheuse associée au Yale Child Study Center
17:30 - 19:00	Projection du film « Ces violences qui nous échappent – Préparons demain » suivie d'un échange avec le public	<i>filmspreparonsdemain.com</i>
19:00 +	Pot de clôture	

Informations supplémentaires

Claudia Monti



Cette intervention présente la mise en œuvre de la Garantie européenne pour l'enfance (*European Child Guarantee*) au Luxembourg, dont l'objectif est de garantir aux enfants en situation de vulnérabilité un accès effectif aux services essentiels. Elle revient sur les priorités du plan d'action national adopté en 2022 et sur les mesures mises en place en faveur des enfants exposés à la pauvreté, au handicap, à la migration ou au placement. Sont notamment abordés l'accès à l'éducation et à l'accueil, la santé physique et mentale, le logement, les aides sociales, la participation des enfants ainsi que les mécanismes de gouvernance et de suivi mis en place pour renforcer l'effectivité des droits et réduire le non-recours aux services et prestations existants.

Juriste et avocate de formation, Claudia Monti œuvre depuis de nombreuses années à la promotion et à la protection des droits humains au Luxembourg. Spécialisée en droit pénal et en droit de l'enfant, elle a exercé comme avocate de 2000 à 2017 avant d'assumer la fonction d'Ombudsman du Grand-Duché de Luxembourg de 2017 à 2025. Depuis 2026, elle dirige le Service des droits de l'enfant au ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.

Noémie Sadler



L'intervention a pour objectif d'aborder trois enjeux majeurs pour les droits humains au Luxembourg :

1. Pacte européen sur la migration et l'asile : Le Luxembourg vient d'adopter la loi transposant le Pacte européen sur la migration et l'asile, impliquant une réforme substantielle de sa procédure d'asile. La CCDH suit attentivement l'adaptation du cadre national, notamment concernant les procédures accélérées aux frontières et les garanties procédurales.

2. Traite des êtres humains : Le Luxembourg reste confronté à des situations de traite des êtres humains, notamment à des fins d'exploitation sexuelle et de travail forcé. La CCDH insiste sur le renforcement de l'identification des victimes, l'amélioration de leur accompagnement et l'accès effectif à leurs droits, tout en appelant à une coordination accrue entre les acteurs judiciaires, sociaux et associatifs nationaux.

3. Droit pénal et procédure pénale pour mineurs : Le Luxembourg s'apprête à réformer son droit pénal des mineurs. La CCDH souligne l'importance de préserver la finalité éducative de la justice juvénile tout en introduisant les garanties procédurales nécessaires, afin que cette évolution renforce, plutôt qu'elle ne fragilise, la protection effective des droits de l'enfant.

Avocate au Barreau de Luxembourg depuis 2016, Noémie Sadler est spécialisée en droit pénal et en droits fondamentaux. Depuis 2024, elle préside la Commission Consultative des Droits de l'Homme

du Luxembourg (CCDH), institution indépendante chargée de promouvoir et de protéger les droits humains. Elle intervient régulièrement sur les questions liées aux droits fondamentaux, à l'État de droit et à la protection des personnes vulnérables.

OKAJU Young Advisors

Les OKAJU Young Advisors présentent leurs recommandations pour mieux protéger les droits des enfants et des jeunes LGBTQ+. Élaborées lors d'ateliers participatifs et d'échanges, notamment avec le groupe de jeunes *Queers in Pink* du *Rainbow Center*, elles reflètent les préoccupations, attentes et propositions des jeunes.

Présentées au Forum ENYA (*European Network of Young Advisors*), organisé par l'ENOC (*European Network of Ombudspersons for Children*) à Dublin en juillet 2026, ces recommandations contribuent au dialogue européen sur les droits des enfants et alimentent la déclaration politique de l'ENOC 2026, qui sera adoptée lors de la conférence annuelle du réseau en automne 2026.

Les OKAJU Young Advisors sont un groupe de jeunes âgés de 13 à 17 ans qui accompagnent l'OKAJU dans la promotion et la mise en œuvre des droits de l'enfant. En partageant leurs expériences, leurs points de vue et leurs idées, ils contribuent à rapprocher les actions de l'institution des réalités vécues par les enfants et les adolescents. Leur engagement permet d'intégrer la voix et la perspective des jeunes au cœur des réflexions, des recommandations et des activités de l'OKAJU, dans un esprit de participation active tel que consacré par la Convention relative aux droits de l'enfant.

Laelia Benoit

L'infantisme se rapporte aux préjugés, discriminations et rapports de domination fondés sur l'âge des enfants.

Après un retour sur l'émergence historique du concept et sur les notions connexes d'adultisme, de domination adulte et de mysopédie, Laelia Benoit explore différentes manifestations contemporaines de l'infantisme, qu'il s'agisse des violences éducatives ordinaires, des réactions à l'engagement citoyen des jeunes ou encore des obstacles à leur participation aux décisions qui les concernent.

À partir d'exemples concrets et de travaux récents sur la participation des enfants, Laelia Benoit invite à réfléchir, à interroger et à repenser la place accordée aux enfants dans nos sociétés ainsi que les mécanismes qui contribuent à minimiser leur parole et leurs droits.

Pédopsychiatre, sociologue et chercheuse affiliée à la Yale University aux États-Unis et à l'Institut national de la Santé et de la Recherche médicale

en France, Laelia Benoit est l'une des principales voix francophones sur la question de l'infantisme, c'est-à-dire les préjugés, discriminations et rapports de pouvoir fondés sur l'âge des enfants.

À travers ses recherches et ses interventions publiques, elle interroge la place accordée aux enfants dans nos sociétés, les relations entre générations ainsi que les conséquences de l'infantisme sur les droits, la participation et le bien-être des enfants.

Film « Ces violences qui nous échappent Préparons demain »



[Ce documentaire] « lève le voile sur les violences éducatives ordinaires, ces gestes ou paroles que l'on croit anodins mais qui laissent des traces durables dans la relation à soi et aux autres. À travers des témoignages d'enfants, d'adolescents, de parents et de professionnels de santé, il explore l'évolution des

pratiques éducatives, du recours ancien à la violence comme norme, à l'émergence d'approches respectueuses, nourries par les apports des neurosciences et des connaissances sur le développement. On y découvre aussi des échanges filmés entre générations qui deviennent des miroirs puissants, capables d'ouvrir la réflexion sans jugement ni culpabilisation.

Ce documentaire nous invite à réfléchir à ce que nous souhaitons transmettre pour accompagner chaque enfant vers son autonomie et son épanouissement. Plus qu'un constat, il ouvre le chemin de réflexion collective vers une éducation fondée sur la sécurité affective, la confiance et le respect. »

Avec les interventions entre autres d'Eric Deleamar, Défenseur des enfants, France et David Dutarte, responsable du FamilyLab France qui interviennent dans le cadre du Summer Seminar, le 17 juillet 2026.

16 juillet 2025

Protection de l'enfance

Modération: Susanna Greijer



Programme

08:30 - 09:00	Accueil des participants-es	
09:00 - 09:15	Mot de bienvenue	
09:15 - 09:45	Contextualisation : Protection de l'enfance (réforme, safeguarding, safety plans)	Charel Schmit Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher
09:45 - 10:15	Présentation des résultats des consultations sur l'autorité parentale : Connaître les aspects positifs et comprendre les défis et les attentes	Magali De Rocco AEF Social Lab
10:15 - 10:45	Pause-Café	
10:45 - 11:45	Prioritising Protection and Foregrounding Care: The Road to Contextual Safeguarding responses to harm beyond families	Carlene Firmin Durham University
11:45 - 12:15	Child Protection Plans and Child Protection Safety Plans	David Shemmings University of Kent
12:15 - 13:30	Déjeuner	

13: 30 – 14:30	Schutzkonzepte in Theorie und Praxis	<i>Mechthild Wolff</i> Hochschule Landshut
14:30 - 15:15	Renforcement des systèmes de signalement des cas de violence à l'égard des enfants	<i>Anne Kayser</i> Division des droits de l'enfant - Direction Générale de la démocratie et de la dignité humaine, Conseil de l'Europe
15:15 - 15:45	Pause-Café	
15:45 - 17:00	Débat de clôture Renforcer les systèmes de protection de l'enfance : regards croisés sur les pratiques, les défis et les perspectives d'avenir Modération: Susanna Greijer - Stéphanie Hermetter, <i>Office national de l'enfance (ONE)</i> - Tanja Pfanner, <i>Centre psycho-social et d'accompagnement scolaires (CEPAS)</i> - Anne Staudt, <i>Foyers DPI & Service d'accompagnement et de transition, Caritas Jeunes & Familles (CJF)</i> - Eolia Verstichel, <i>Innocence en Danger Luxembourg</i>	
17:00	Mots de clôture	

Informations supplémentaires

Susanna Greijer

Susanna Greijer est titulaire d'un doctorat en droit, avec une spécialisation en droit international et en droits de l'enfant. Son parcours académique comprend des études en sciences politiques, en relations internationales et en droit.

La Dre Greijer a travaillé au sein d'institutions universitaires, d'organisations non gouvernementales et de gouvernements sur des questions relatives aux droits et à la protection de l'enfant. Ses domaines d'expertise couvrent notamment la lutte contre les violences sexuelles à l'encontre des enfants, la participation des enfants ainsi que la promotion d'une justice adaptée aux enfants.

Experte indépendante depuis 2012, elle conseille des organisations internationales telles que l'ONU, le Conseil de l'Europe et l'UNICEF. Elle accompagne également des institutions dans l'élaboration de politiques de protection de l'enfance (child safeguarding policies), en privilégiant des approches participatives.

Actuellement, la Dre Greijer est collaboratrice scientifique à temps partiel à l'Observatoire luxembourgeois de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire. Elle poursuit parallèlement ses activités d'experte indépendante auprès du Conseil de l'Europe, où elle contribue à l'élaboration et au renforcement des normes régionales en matière de justice adaptée aux enfants.

La Dre Greijer est également titulaire d'un certificat en thérapie assistée par les chevaux, avec une spécialisation dans l'accompagnement des enfants et les traumatismes de l'enfance.

Charel Schmit

Charel Schmit, pédagogue, a travaillé comme maître de conférences à l'Université du Luxembourg et membre de l'unité de recherche INSIDE. Outre la mise en place d'un programme d'études de bachelors en sciences sociales et éducatives pour les travailleurs sociaux, ses principaux sujets étaient le travail communautaire, les services sociaux de proximité, l'éthique professionnelle et les droits de l'enfant. De 2012 à 2020, il a travaillé comme pédagogue-enseignant au Lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES). De 2005 à 2020, Monsieur Schmit a été président de l'ANCES – Association nationale des communautés éducatives et sociales, une plateforme de travail social pour les professionnels et les acteurs du secteur social au Luxembourg. Monsieur Schmit était membre de la Commission Consultative des Droits de l'Homme au Luxembourg de 2014 à 2021. De 2020 à 2021, il fut nommé par le Ministère de la Justice et le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse comme coordinateur des travaux préparatoires de la réforme législative du système de justice et de protection de l'enfance au Luxembourg.

Le 1^{er} février 2021, il succède à M. René Schlechter comme *Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher* (OKAJU) pour un mandat de huit ans.

Magali De Rocco

Dans le cadre de la réforme législative, le projet de loi 7994 relatif à l'aide, au soutien et à la protection des mineurs, des jeunes adultes et des familles s'inscrit dans une volonté de renforcer la collaboration entre les familles, les professionnels et les institutions. Il met l'accent sur une participation accrue des parents dans le processus d'aide. Au futur, l'autorité parentale restera auprès des parents biologiques.

Afin de les explorer, l'AEF Social Lab a consulté en octobre 2025 plus que 100 personnes pour comprendre les attentes, craintes et connaître les défis.

Magali De Rocco, M.A. en travail social et innovation sociale, travaille depuis une quinzaine d'années dans le secteur social au Luxembourg. Le fil rouge de son parcours est la participation et la consultation citoyenne.

À travers des workshops, des entretiens ou d'autres formats, elle se passionne pour la collecte et l'analyse de la parole des professionnels, des enfants, des adultes et des personnes dites « bénéficiaires » afin de comprendre les enjeux sociétaux. En parallèle de son emploi salarié, elle mène également une activité accessoire dans laquelle elle réalise des projets pour divers clients.

Carlene Firmin

In this presentation Professor Carlene Firmin will outline key pillars to effectively safeguarding the welfare of children and young people who come to significant, and sometimes fatal harm, in contexts and relationships beyond their family. Prof Firmin will achieve this by focusing on two matters. Firstly, the need to move from justice-orientated to welfare-orientated responses to exploitation and peer-violence, highlighting the markers of such a shift, and why achieving it is challenging. Secondly, she will detail why care needs to be the foundation upon which this shift in practice is achieved; describing a need for heartfelt, humble and humanising practices, within systems often preoccupied with risk. She will outline how the idea of Contextual Safeguarding has initiated such reforms in the UK and other countries around the world; using case studies that offer a way forward. In doing so she will also demonstrate the rights-based nature of Contextual Safeguarding, and invite approaches that engage with children's rights to protection, participation and privacy.

Carlene Firmin is a Professor of Social Work and Director of the Global Centre for Contextual Safeguarding at Durham University. She is also Co-Editor in Chief of the British Journal of Social Work, co-convenor of a special interest group on Social Work and Adolescents for the European Social Work Research Association, a Global Ashoka Fellow, a Fellow of the Higher Education

Academy, a member of the Churchill Fellowship Advisory Council, and an Associate of Strathclyde University's Children and Young People's Centre for Justice.

Professor Firmin has researched young people's experiences of community and group-based violence since 2008 and advocates for comprehensive approaches that keep them safe in public places, schools, and peer groups. She coined the term Contextual Safeguarding in 2015 to describe a vision for improving safeguarding responses to young people at risk of harm beyond their family homes, and since then has overseen a research programme to convert this vision into a conceptual and practice framework, in order to reform safeguarding responses and policy frameworks concerned with extra-familial harm, including child sexual exploitation, child criminal exploitation and peer-abuse, in the UK and internationally. She is widely published in the area of child welfare including through four books and over 50 peer-reviewed papers, book chapters and reports. Her book Contextual Safeguarding and Child Protection: Rewriting the Rules won the Routledge Prize for a Sociology Monograph in 2020.

David Shemmings

The presentation will focus on the following topics:

- Why is there an emphasis on planning in child safeguarding and protection?
- What do they tend to contain?
- What is the current thinking and research about introducing innovation and change?

Professor Davis Shemmings OBE PHD is Emeritus Professor of Child Protection Research at the University of Kent and Visiting Professor of Child Protection Research at Royal Holloway, University of London.

He has written over 70 articles, books and chapters on relationally-based social work theory, research and practice. With Prof Jane Reeves he established in 2012 the International Centre for Child Protection at the University of Kent. It comprises the online multi-disciplinary and internationally-respected, distance learning MA in Advanced Child Protection, and has produced a number of 'serious, interactive games', each aimed at enhancing practitioners' skills and raising young people's awareness.

Professors Shemmings trained many of the practitioners who worked with survivors of the Grenfell fire. He has also provided training to social workers supporting host families offering homes for refugees from Ukraine.



He was awarded an OBE (Officer of the Order of the British Empire) for Services to Child Protection in the June 2014 Queen's Birthday Honours List.

Mechthild Wolff

Les concepts de protection sont un levier essentiel pour ancrer durablement une culture des droits de l'enfant au sein des institutions. Leur efficacité repose sur des processus organisationnels participatifs et sur des améliorations concrètes pour tous les enfants et jeunes concernés

À partir des fondements de cette approche et d'exemples concrets, cette intervention présente les principales mesures à développer dans un concept de protection, notamment l'analyse inclusive des risques, l'information, la participation des enfants et des jeunes, ainsi que le renforcement de leur pouvoir d'agir et de leur capacité à défendre leurs droits.

La Prof. Dr. Mechthild Wolff est, depuis 2002, professeure à la Haute École de Landshut. Elle est également responsable du programme de bachelor en travail social dans le domaine de l'aide à l'enfance et à la jeunesse. En 2011, elle a été membre de la Table ronde sur les abus sexuels commis à l'encontre des enfants, mise en place par le gouvernement fédéral allemand.

Anne Kayser

La présentation de la Recommandation du Conseil de l'Europe sur le renforcement des systèmes de si-

gnalement des violences faites aux enfants apportera des pistes d'inspiration pour le Luxembourg. Elle mettra notamment l'accent sur une approche globale du signalement (de la détection au suivi), la clarification du seuil de signalement, la levée des obstacles pour les professionnels, le renforcement de la coopération interinstitutionnelle, la place de l'enfant dans les procédures, ainsi que la nécessité d'une réponse effective, suivie et fondée sur des données.

Anne Kayser a rejoint la division des droits de l'enfant du Conseil de l'Europe en janvier 2024. En tant que secrétaire du Comité directeur pour les droits de l'enfant (CDENF), elle coordonne l'adoption de normes et standards européens et la révision des législations nationales visant à faire progresser la protection des droits de l'enfant dans les États membres du Conseil de l'Europe.

Anne est titulaire d'un master européen en droits humains et démocratisation. Elle possède plus de 20 ans d'expérience auprès du gouvernement luxembourgeois sur les questions relatives aux droits humains et au droit des étrangers, ainsi qu'en poste diplomatique à Strasbourg et à Bruxelles.

Depuis qu'elle a rejoint le Conseil de l'Europe en 2020, Anne s'est concentrée sur la protection des droits des migrants et des réfugiés, y compris des enfants, avant d'assumer son rôle actuel dans la protection et la promotion des droits des enfants.



17 juillet 2026

Infantisme et violences éducatives ordinaires

Modération: Jaqueline Di Ronco, Flore Schank



Programme

08:30 - 09:00	Accueil des participants-es	
09:00 - 09:05	Mots de bienvenue	
09:05 - 09:45	Construire une société à hauteur des enfants : sortir de l'infantisme et repenser les relations entre adultes et enfants	<i>Eric Delemar</i> Défenseur des Enfants, France
09:45 - 10:45	Déconstruire l'infantisme : Enjeux juridiques	<i>Anne-Catherine Rasson</i> UC Louvain Saint-Louis Bruxelles
10:45 - 11:15	Pause-Café	
11:15 - 11:30	Présentation des résultats préliminaires des ateliers de consultation avec des enfants sur le thème de l'adultisme	<i>Marzenka Krejcirik</i> OKAJU
11:30 - 11:50	Extrait du film « Ces violences qui nous échappent – Préparons demain »	
11:50 - 12:00	Conclusions intermédiaires	<i>Jacqueline di Ronco & Flore Schank</i>
12:00 - 13:15	Déjeuner	
13:15 - 14:15	L'équidignité : la clé pour sortir des relations de domination entre adultes et enfants	<i>David Dutarte</i> FamilyLab France
14:15 - 14:30	Vers des pratiques éducatives respectueuses et sans violence : présentation des ateliers	<i>Jacqueline di Ronco & Flore Schank</i> OKAJU
14:30 - 15:30	Ateliers autour de l'adultisme/infantisme	
	Atelier 1 : Le leadership adulte au service de l'épanouissement des enfants Une invitation à réfléchir au rôle des compétences relationnelles pour dépasser l'adultisme et les violences éducatives ordinaires. Cet atelier interactif propose de développer une posture professionnelle basée sur l'authenticité, la confiance et l'empathie afin de créer un environnement favorisant le bien-être et la participation de tous.	<i>David Dutarte</i> FamilyLab France <i>Jacqueline di Ronco</i> OKAJU

	Atelier 2 : Focus groupe sur l'adulthood Le focus groupe vise à explorer, avec les participants adultes, comment l'adulthood se manifeste dans les pratiques quotidiennes et institutionnelles envers les enfants. Les échanges permettront de faire émerger des pistes concrètes pour réduire ces attitudes et postures. Les résultats seront ensuite croisés avec la perspective des enfants recueillie lors d'ateliers sur l'adulthood, et intégrés dans le rapport annuel 2026 de l'OKAJU. (max. 12 participants)	<i>Magali De Rocco</i> <i>Marzenka Krejcirik</i> OKAJU
	Atelier 3 : Vers une relation d'égal à égal avec les enfants – Dépasser l'adulthood dans les pratiques éducatives Cet atelier analyse l'influence des rapports de pouvoir et du langage sur la relation avec les enfants. À travers des cas concrets, les participants identifieront les mécanismes de l'adulthood pour développer des alternatives pédagogiques favorisant le respect mutuel, la reconnaissance des droits et le pouvoir d'agir des enfants.	<i>Dominik Schmeier</i> ARCUS
	Atelier 4 : Les droits de l'enfant, un levier contre l'adulthood ? Adoptée en 1989, la Convention relative aux droits de l'enfant (CIDE) reconnaît les enfants comme sujets de droits, mais de nombreuses voix dénoncent encore l'ineffectivité de ces droits face aux violences, discriminations, stigmatisations et à leur incapacité juridique. Cet atelier propose d'interroger la mise en œuvre de la CIDE en s'appuyant sur la critique adultiste, qui remet en question la centralité de l'intérêt supérieur de l'enfant et la philosophie qu'il postule. Les participant-es seront invité-es à réfléchir au passage d'une logique de protection à une participation réelle et effective des enfants, afin de contribuer à une société enfantiste qui leur donne une véritable place et une réelle voix.	<i>Anne-Catherine Rasson</i>
15:30 - 16:00	Pause-Café	
16:00 - 16:30	Vers des pratiques éducatives respectueuses et sans violence : Synthèse des ateliers	
16:30 - 17:00	À l'heure où les 6 ans de mandat de Défenseur des enfants s'achève : ce que les constats, défis en matière de défense et promotion des droits de l'enfant nous disent de l'évolution de nos démocraties	<i>Eric Delemar</i> Défenseur des Enfants, France
17:00 - 17:15	Conclusions	<i>Charel Schmit, Jacqueline di Ronco & Flore Schank</i> OKAJU
17:15 +	Pot d'amitié	

Informations supplémentaires

Flore Schank

Flore Schank est coordinatrice de l'Office de l'OKAJU depuis 2023. Auparavant, elle a enseigné pendant onze ans à l'école fondamentale avant de rejoindre le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse en 2007. Elle y a notamment contribué à la mise en œuvre de la réforme de l'enseignement fondamental de 2009 et coordonné de nombreux projets pédagogiques aux niveaux national et européen visant à développer des politiques

et pratiques éducatives inclusives et participatives, permettant aux jeunes de développer pleinement leur potentiel, indépendamment de leurs origines culturelle, linguistique, religieuse, de leur orientation sexuelle ou de leur contexte socio-économique.

À l'OKAJU, elle conçoit et coordonne des actions de sensibilisation, de formation et de promotion des droits de l'enfant à destination des enfants, des jeunes et des professionnels. Elle assure également la coordination du groupe des Young Advisors.

Jacqueline Di Ronco

Jacqueline Di Ronco est psychologue diplômée, responsable de Familylab.lu., formatrice Familylab et conseillère familiale, spécialisée dans le domaine des séparations hautement conflictuelles. Pédagogue par le jeu, elle est également membre fondatrice et vice-présidente de Mamerhaff a.s.b.l..

Elle exerce depuis septembre 2025 au sein de l'OKAJU et mère de deux adolescents.

Eric Delemar

L'intervention introductive a pour objectif de poser les fondements conceptuels de la journée, consacrée aux relations entre enfants et adultes, aux attitudes et postures éducatives, ainsi qu'aux systèmes de valeurs transmis d'une génération à l'autre.

Dans son intervention de clôture, M. Delemar propose une prise de hauteur sur les réflexions qui auront marqué la journée. Il revient sur l'évolution des droits de l'enfant, les avancées réalisées, les défis qui persistent ainsi que les perspectives pour les années à venir. En offrant une mise en perspective des échanges, il invite les participants/-es à poursuivre la réflexion sur les transformations nécessaires pour renforcer le respect, la protection et la participation des enfants dans notre société.

Éric Delemar est Défenseur des enfants, adjoint de la Défenseuse des droits, Claire Hédon, depuis novembre 2020.

Depuis octobre 2024, il est président des Défenseurs des enfants au sein de l'association des médiateurs de la Francophonie (AOMF). Il est également membre du réseau européen des défenseurs des enfants (ENOC), regroupant les pays membres du Conseil de l'Europe.

Éric Delemar est également membre du comité d'orientation de la Mission Interministérielle de Vigilance et de Lutte contre les Dérives Sectaires (MIVILUDES).

Auparavant éducateur spécialisé, chef de service, directeur-adjoint, il a consacré l'ensemble de sa carrière à l'éducation spécialisée.

Anne-Catherine Rasson

La présente contribution invite à repenser l'effectivité des droits de l'enfant à la lumière de la notion d'infantisme et des notions connexes (adultisme, enfantisme, misopédie). Après quelques éléments théoriques, une réflexion sur plusieurs enjeux juridiques contemporains liés aux violences éducatives, intrafamiliales, institutionnelles et médicales sera proposée.

Les conclusions mettront en évidence la nécessité de déconstruire la domination systémique des adultes sur les enfants tant sur le plan sociétal que sur le plan du droit, les deux étant indissociables.

Anne-Catherine Rasson, docteure en droit, est maîtresse de conférences et chargée de recherches à l'UCLouvain Saint-Louis Bruxelles

(Belgique). Elle est en outre directrice adjointe d'une institution d'accueil d'enfants en danger. Ses recherches portent principalement sur les droits fondamentaux de l'enfant, le childism, la vulnérabilité, la participation des enfants et la lutte contre les violences (violences intrafamiliales, contrôle coercitif, harcèlement, inceste, intersexuation).

Marzenka Krejcirik

Aperçu des résultats préliminaires de plusieurs ateliers effectués avec des enfants du cycle 4 (école primaire) sur la thématique de l'adultisme pour les besoins du rapport annuel 2026 de l'OKAJU.

Marzenka Krejcirik, titulaire d'un Master en protection avancée de l'enfance (université du Kent), est experte en droits et protection de l'enfant auprès de l'OKAJU depuis 2025, après 4 années de collaboration en tant que consultante indépendante pour l'OKAJU et 5 années à la Direction générale de l'Aide à l'enfance et à la famille (AEF) du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, où elle a notamment contribué à l'élaboration du premier cadre national de référence de l'AEF et à la rédaction d'un guide sur les concepts de protection de l'enfance.

Elle a également travaillé au sein de l'AEF Social Lab et dispose de plusieurs années d'expérience de consultation d'enfants et de professionnels. Elle siège au Comité d'experts du Conseil de l'Europe sur la prévention de la violence contre les enfants et est membre du groupe de travail « justice » de l'ASBL La Voix des survivant-es.

David Duarte

Adultes, nous avons rejeté l'autoritarisme et donné des droits aux enfants. Malgré cela, les violences que nous leur infligeons sous couvert d'éducation perdurent. Le « bon vieux temps » où éducation rimait avec obéissance et respect à sens unique est toutefois révolu ! Tout nous oblige, aujourd'hui, à changer de regard sur les enfants et à faire évoluer nos manières d'être en relation avec eux ! La clé, c'est l'équidignité ! Une invitation à respecter de manière identique l'intégrité et la dignité de chacun. Un socle indispensable pour nourrir la confiance entre adultes et enfants, réinventer l'éducation et réenchanter l'autorité.

Fort de 25 ans d'expérience de terrain auprès d'enfants, d'adolescents et de leur famille, en Scandinavie et en France, David Duarte, éducateur spécialisé, auteur et traducteur de Jesper Juul, exerce aujourd'hui comme psychopraticien, formateur et responsable du Familylab France.

Dominik Schmeier

Dominik Schmeier est conseiller pédagogique et formateur auprès de l'association arcus asbl, où il accompagne les professionnels du secteur de l'éducation non formelle (SEA). Il est également formateur certifié en désescalade selon la méthode ProDeMa.



Les publications récentes de l'OKAJU

Découvrez les publications de l'OKAJU, accessibles sur okaju.lu ou disponibles en version imprimée sur commande auprès de l'Office de l'OKAJU via contact@okaju.lu.

okaju.lu



Rapport annuel 2025

Reflets de l'enfance et de la jeunesse : un kaléidoscope des Droits de l'enfant au Luxembourg Justice et protection, environnements de vie

Découvrez le Rapport annuel 2025 de l'OKAJU, Reflets de l'enfance et de la jeunesse : un kaléidoscope des droits de l'enfant au Luxembourg, un document essentiel pour comprendre la réalité quotidienne des enfants et des jeunes dans notre pays.

Cette nouvelle édition propose une exploration riche et nuancée des avancées, des défis et des situations encore trop peu visibles qui marquent leur vie. Elle offre d'abord une analyse approfondie des enjeux majeurs liés aux droits de l'enfant, allant de la justice et de la protection aux environnements dans lesquels grandissent les enfants : familles, structures de prise en charge, écoles, espaces numériques, lieux de vie, santé, migration ou encore environnement durable. Le rapport revient également sur les actions menées par l'OKAJU tout au long de l'année pour garantir que chaque enfant et chaque jeune puisse exercer pleinement ses droits, à travers un travail constant de suivi, de plaidoyer et de sensibilisation.

Conçu comme un véritable kaléidoscope, ce rapport met en lumière la diversité des expériences vécues par les enfants au Luxembourg et offre des pistes concrètes pour renforcer encore leur protection et leur bien-être. Téléchargez la version numérique ou commandez l'édition imprimée pour soutenir, vous aussi, la promotion des droits de l'enfant.

Rapport annuel 2025 à 364 pages, novembre 2025 ©OKAJU - ISBN 978-99987-911-5-2

